

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 12 JUILLET 2018

**JUGEMENT
COMMERCIAL N° 110 du
12/07/2018**

CONTRADICTOIRE

AFFAIRE :

YACOUBA DJIBO

C/

**OUSSEINI AMADOU
SOUNNA**

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique ordinaire du Douze Juillet Deux mil dix-huit, statuant en matière commerciale tenue par Monsieur **YACOUBA ISSAKA**, Président de la 4^{ème} chambre, **Président**, en présence de **Madame NANA AICHATOU ABDOU ISSOUFOU** et **Monsieur SAHABI YAGI**, tous deux membres ; avec l'assistance de Maître **COULIBALY MARIATOU**, **Greffière** a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE

YACOUBA DJIBO, né le 23/01/1971 à GOTHEYE, demeurant à Niamey, BP 312 Niamey-NIGER, Tel : 90 59 68 13, assisté de Maître SOUMANA MADJOU, Avocat à la Cour, BP : 2126, Tel : 20.75.21.01, FAX : 20.75.20.42 au Cabinet duquel domicile est élu pour la présente et ses suites ;

DEMANDEUR

D'UNE PART

ET

OUSSEINI AMADOU SOUNNA, Commerçant de nationalité nigérienne domicilié à Niamey, Quartier Nouveau Marché, Tel : (0022)96.96.44.25 ;

DEFENDEUR

D'AUTRE PART

FAITS ET PROCEDURES

Suivant exploit d'assignation avec communication de pièces en date du 27 Avril 2018, YACOUBA DJIBO assigne OUSSEINI AMADOU SOUNNA devant le Tribunal de Commerce et demande au tribunal de désigner un expert pour faire la reddition des comptes, de condamner OUSSEINI à lui payer les sommes de

17 646 940 FCFA représentant sa part dans l'activité, 1.000.000 à titre de frais de réparation de son véhicule HILUX, 10 000 000 FCFA à titre de dommages et intérêts, ordonner l'exécution provisoire sur minute et avant enregistrement de la décision à intervenir nonobstant toutes voies de recours ;

Les parties étaient renvoyées le 15 Mai 2018 pour conciliation mais cette phase n'a pas aboutie d'où la saisine du juge de la mise en état pour instruction de l'affaire le dossier n'étant pas en état d'être jugé ;

Pour une bonne administration de la justice et dans le respect du droit à la défense ainsi que du principe du contradictoire, un calendrier d'instruction a été établi et des délais ont été impartis aux parties pour présenter leurs conclusions et moyens de défense mais OUSSEINI AMADOU SOUNNA n'a jamais conclu d'où le procès-verbal de carence pris contre lui ;

Alors par ordonnance en date du 07 mai 2018, l'instruction a été clôturée et le dossier renvoyé devant le tribunal pour plaidoirie à la date du 21 Juin 2018 mais à cette date OUSSEINI AMADOU SOUNNA a sollicité et obtenu le renvoi du dossier à la date du 28 Juin 2018 pour constituer un nouveau Conseil le premier s'étant déporté;

Advenue cette date l'affaire a été plaidée et mise en délibéré pour le 12 Juillet 2018 ;

ARGUMENTS ET PRETENTIONS DES PARTIES

Dans son assignation, YACOUBA DJIBO expliquait que c'était en juin 2016 qu'OUSSEINI AMADOU SOUNNA l'avait trouvé au bureau pour lui proposer la vente de moutons au Sénégal qui selon lui serait très bénéfique ;

Qu'en octobre 2016 il a quitté son travail avec des indemnités de départ et avait un projet de production et commercialisation d'eau conditionnée mais OUSSEINI AMADOU SOUNNA lui avait miroité la vente de moutons au Sénégal en lui faisant comprendre que le couple de mouton acheté au Niger à 80.000 se vendait à 400.000 FCFA au Sénégal tout en lui précisant que le délai de vente n'excédait point un mois ;

Que convaincu, il avait remis des sommes importantes à OUSSEINI AMADOU SOUNNA dont un chèque N°3561267 d'un montant de 460.000 FCFA pour l'achat de 10 couples de moutons le 16 Janvier 2017, un chèque N°356128 d'un montant de 460.000 FCFA le 19 Janvier 2017, la somme de 250.000 à titre d'avance de frais de transport, 150.000 FCFA pour l'achat d'un couple de mouton soudanais, 150.000 FCFA à titre de frais de route et 40000 FCFA pour le carburant du véhicule TOYOTA soit au total la somme de 1.500.000 FCFA ;

Qu'OUSSEINI avait quitté Niamey le 21/02/2017 pour revenir vers le 30 Mars mais depuis son retour, après avoir vendu tous les moutons il avait refusé non seulement de lui verser sa part mais aussi de lui faire la situation;

Que sommé, il déclarait qu'il n'avait rien à dire ;

Qu'il a entrepris des démarches et même mis en contribution l'ami intime de celui-ci pour un règlement amiable de l'affaire mais la tentative de conciliation a échoué à cause de son attitude ;

Qu'il a porté plainte contre lui mais l'affaire était classée sans suite ;

Qu'il n'a non seulement pas respecté les termes de leur contrat mais aussi son refus de faire le point sur la vente des moutons est constitutif de mauvaise foi traduisant une résistance abusive et une violation des dispositions de l'article 1134 du code civil ;

Qu'il engage sa responsabilité en vertu de l'article 1147 du code civile ;

En appui de ses arguments et prétentions YACOUBA DJIBO verse, une sommation de dire adressée à BOUBACAR AMADOU SAMBO le 29 Mai 2017 et une sommation de faire le point de vente des moutons à Dakar par exploits de maître HAMADOU MINJO BALBIZO en date du 29 Mai et 06 juillet 2017, un avis de classement sans suite en date du 20 juillet 2017, un état financier, un mémoire en date du 10 novembre 2017 dans lequel il a fait la situation des transactions intervenues entre eux ;

Quant à OUSSEINI AMADOU, il n'a pas conclu mais il verse un devis qui n'est ni daté, ni signé.

A l'audience, YACOUBA DJIBO réitère ses déclarations tout en précisant qu'OUSSEINI AMADOU SOUNNA était accompagné de son représentant BOUBACAR AMADOU SAMBO mais il avait créé toutes les conditions pour que celui-ci n'assiste pas à la vente des moutons ;

Qu'OUSSEINI AMADOU n'a jamais donné d'éclaircissement exact sur le nombre de ses moutons qui sont morts ;

Que lors de la tentative de conciliation, il a été relevé que le total d'investissement qu'OUSSEINI avait fait est 54% tandis que pour lui, il s'évalue à 46% et cela sans tenir compte du véhicule mis à sa disposition et de ses frais de mission ;

Qu'il a été convenu que celui-ci lui restitue la somme de 5.000.000 FCFA mais il avait refusé alors même que lui-même avait accepté ce montant sous pression et dans la seule recherche de règlement amiable ;

Qu'outre l'achat des animaux, il avait pris en charge non seulement leur alimentation mais aussi leur transport jusqu'à Dakar à travers son véhicule et des fonds mis à la disposition d'OUSSEINI, lequel après la vente, refusait de lui faire la moindre situation ;

Que celui-ci avait acheté plusieurs engins et appareils dans le prix des moutons dont des groupes électrogènes, des réfrigérateurs, congélateurs, un compresseurs à air ;

Qu'il lui avait même parlé de ces achats par téléphone pendant qu'ils étaient encore à DAKAR ;

OUSSEINI AMADOU SOUNNA répond qu'ils s'étaient connus à Agadez certes mais s'était plutôt YACOUBA DJIBO qui était venu vers lui pour lui proposer la vente des moutons au Sénégal ;

Que celui-ci lui avait remis 22 moutons en raison de 30.000 FCFA par tête ;

Que pendant qu'il était au Sénégal, il lui avait envoyé la somme de 520.000 et de retours à Niamey, il a été forcé devant le procureur à lui remettre la somme de 500.000 FCFA ;

Qu'il n'a jamais manqué d'alimentation de véhicule contrairement aux déclarations de YACOUBA DJIBO ;

Qu'il Ya eu des pertes et dix seulement des moutons de YACOUBA DJIBO ont survécu, lesquels ont été vendus à 100.000 FCFA l'unité ;

Qu'en réalité, il lui doit seulement 1.300.000 FCFA correspondant au prix d'achat et de transport des moutons ;

En réplique YACOUBA DJIBO rejette son argument selon lequel il y a eu perte parce que les moutons étaient vendus de 100.000 à 700.000, qu'il a refusé de payer le complément de leur frais de transport et qu'il avait acheté plusieurs appareils avec le fruit de la vente des moutons ;

Que même si des moutons ont péri il n'apporte pas la preuve que c'était dix de ses moutons qui ont survécu outre que c'était lui qui avait pris en charge le transport des moutons ;

Que le montant qui doit lui revenir peut atteindre au plus la somme de 8.000.000 FCFA et au moins la somme de 5.000.000 FCFA mais qu'il sollicite à la fin du tribunal de condamner OUSSEINI AMADOU SOUNNA à lui payer les 5.000.000 ;

OUSSEINI AMADOU SOUNNA réplique qu'il a bien indiqué le nombre de moutons et les fonds mis à disposition ;

Qu'il y a eu perte mais qu'il reconnaît devoir la somme de 1.300.000 FCFA à YACOUBA DJIBO ;

Il précise d'ailleurs que ce dernier ne fait même pas la preuve de la remise des moutons et du montant qu'il réclame ;

Qu'il demande ainsi au tribunal d'acter qu'il reconnaît ladite somme de 1.300.000 FCFA et qu'il est prêt à la lui restituer ;

Qu'il demande par contre au tribunal de rejeter la demande de réparation de YACOUBA DJIBO;

EN LA FORME

Attendu qu'aux termes de l'article 372 du code de procédure civile : « le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres à la juridiction devant laquelle la demande est portée » ;

Attendu que YACOUBA DJIBO et OUSSEINI ont tous comparu à l'audience avec l'assistance de leur conseil respectifs Maitres SOUMANA MADJOU et AMADOU BOUBACAR, Avocat à la Cour ;

Qu'il y a lieu de statuer contradictoirement à leur égard ;

Attendu que YACOUBA DJIBO, a introduit son action dans les formes et délais légaux ;

Qu'il y a de le recevoir en son action comme étant régulière;

AU FOND

Sur la demande de désignation d'expert

Attendu que YACOUBA DJIBO demande au tribunal de désigner un expert aux fins de faire une reddition de comptes entre eux sur la vente des moutons à Dakar ;

Attendu s'il est qu'aux termes de l'article 286 du code de procédure civile : « lorsqu'il ya lieu de procéder à des constatations, recherches, ou des estimations qui requièrent la compétence d'un technicien, le juge, soit d'office, soit à la demande d'une des parties, ordonne une expertise il ressort néanmoins de l'article 288 du code de procédure civile dispose que : « la décision qui commit un ou plusieurs experts doit nécessairement exposer les circonstances qui rendent nécessaire l'expertise et, s'il ya lieu, la nomination de plusieurs experts ;

Attendu qu'en l'espèce la vente a eu lieu à Dakar et que tout s'est déroulé dans l'informel sans aucun document ;

Qu'il est très difficile de savoir les circonstances dans lesquelles la vente des animaux a eu lieu outre qu'il ya plus d'une année qu'elle a eu lieu et cela loin du pays à Dakar ;

Attendu que la vente a eu lieu à Dakar et que tout s'est déroulé dans l'informel sans aucun document ;

Qu'OUSSEINI AMADOU SOUNNA seul capable de fournir les éléments de la situation demandée s'obstine jusqu'à la barre du tribunal à ne donner aucune information sur la vente, la désignation d'un expert serait une peine perdue ;

Qu'en plus YACOUBA DJIBO a bien indiqué le nombre de moutons qu'il a remis à ce dernier qui à son tour a indiqué le prix unitaire à la vente malgré qu'il soutient la mort de certains moutons pendant le voyage et le séjour à Dakar ;

Qu'il y a lieu de dire qu'il n'y a pas lieu à désignation d'un expert ;

Sur la créance

Attendu que YACOUBA DJIBO demande de condamner OUSSEINI à lui payer les sommes de 17 646 940 FCFA représentant sa part dans l'activité ;

Qu'il explique qu'il avait dans le cadre de leur affaire de vente de moutons au Sénégal, remis des sommes importantes à OUSSEINI AMADOU SOUNNA dont un chèque N°3561267 d'un montant de 460.000 FCFA pour l'achat de 10 couples de moutons le 16 Janvier 2017, un chèque N°356128 d'un montant de 460.000 FCFA le 19 Janvier 2017, la somme de 250.000 à titre d'avance de frais de transport, 150.000 FCFA pour l'achat d'un couple de mouton soudanais, 150.000 FCFA à titre de frais de route et 40000 FCFA pour le carburant du véhicule TOYOTA soit au total la somme de 1.500.000 FCFA Qu'après la vente des moutons, celui-ci refusait de lui faire une situation alors même qu'il lui avait fait comprendre pour le convaincre que le couple de mouton acheté au Niger à 80.000 FCFA, se vendait à 400.000 FCFA à DAKAR et que le petit qui était avec lui a expliqué que les moutons étaient vendus entre 120.000, 130.000 et jusqu'à 150.000 FCFA l'unité ;

Que pour sa part, OUSSEINI AMADOU SOUNNA reconnaît avoir reçu des fonds et des moutons de YACOUBA DJIBO dans le cadre de cette affaire mais soutient qu'il y a eu perte en raison de la mort de certains animaux lors du transport et de leur séjour à Dakar mais qu'il reconnaît tout de même devoir à celui-ci la somme de 1.300.000 FCFA qu'il est disposé à lui restituer ;

Attendu qu'aux termes de l'article 1134 du code civil : « les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise. Elles doivent être exécutées de bonne foi » ;

Attendu qu'aux termes de l'article 1315 du code civil nigérien « celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver et réciproquement celui qui se prétend libérer doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation » ;

Qu'en l'espèce toutes les parties sont unanimes sur l'achat et la vente des moutons à Dakar ;

Que OUSSEINI ne conteste pas que YACOUBA DJIBO lui a remis des fonds dans le cadre de cette transaction en l'occurrence selon ses propres aveux la somme de 1.300.000 correspondant au principal de ce qui lui a été remis ;

Qu'il reconnaît également avoir transporté 22 moutons de celui-ci à Dakar pour les vendre mais soutient qu'il y a perte aux motifs que dix moutons seulement de YACOUBA ont survécu ;

Attendu cependant qu'il n'a jamais voulu faire une situation à propos de la vente des moutons, et qu'il n'apporte pas non plus la preuve que seuls 10 moutons du demandeur ont survécu alors même qu'à la sommation de faire le point de vente des moutons à Dakar par exploits de maître HAMADOU MINJO BALBIZO en date du 06 juillet 2017 il déclarait qu'il n'avait rien à dire ;

Que mieux même à la barre du tribunal il refuse de faire une situation exacte du revenu de la vente en se contentant de soutenir que des moutons sont morts sans indiquer le nombre mais en indiquant que seuls 10 moutons de YACOUBA DJIBO ont survécu comme si les morts sont seulement enregistrés dans le lot de ce dernier et qu'il doit supporter seul la perte ;

Attendu pour qu'il puisse soutenir l'idée de perte, il faut au préalable faire la situation des moutons à l'achat, les charges liés aux transports et au séjour au Sénégal, le nombre exact de moutons morts et ceux vendus et une situation finale après la vente du reliquat ;

Qu'il ressort clairement des déclarations de YACOUBA DJIBO que non seulement son véhicule est mis à la disposition de OUSSEINI AMADOU dans le cadre du transport mais aussi il a mis à sa disposition des fonds pour les transports des moutons et pour leur prise en charge personnel à Dakar ;

Attendu que même si la propre situation faite par YACOUBA DJIBO lui-même à travers certains éléments de leur transaction ne peut servir de preuve suffisante pour les montants qu'il réclame, il ressort qu'en même des déclarations BOUBACAR AMADOU SAMBO dans la sommation de dire en date le 29 Mai 2017, que les moutons étaient vendus entre 120.000, 130.000 et voire 150.000 FCFA ;

Qu'il avoue lui-même qu'il a vendu les moutons à 100.000 FCFA l'unité;

Attendu qu'en l'espèce si YACOUBA DJIBO ne fait pas une preuve suffisante du montant qu'il réclame, il est néanmoins certain telle que l'atteste la pièce intitulée « STATEMENT OF ACCOUNT » et non contesté par OUSSEINI AMADOU qu'il y a remise de fond en l'espèce la somme globale de 1.500.000 FCFA en deux versement de 700.000 et 800.000 FCFA et qu'il lui a confié des moutons à vendre à DAKAR ;

Qu'OUSSEINI AMADOU SOUNNA lui-même ne fait ni la preuve des moutons morts, ni la preuve de la perte encore moins la preuve de la remise du prix de la vente des moutons à YACOUBA DJIBO.

Attendu que la remise de 500.000 et 520.000 FCFA qu'il soutient comme certains montants avancés par YACOUBA DJIBO sont relatifs à une transaction portant sur des véhicules ne concernent pas la présente procédure relative à la vente de moutons à DAKAR ;

Que mieux son refus obstiné de lui faire une situation et cela même à la barre du tribunal montre à suffisance sa mauvaise foi et surtout son intention frauduleuse ;

Qu'il y a par conséquent de dire qu'il n'a pas rempli son obligation contractuelle vis-à-vis de YACOUBA DJIBO ;

Attendu qu'outre sa part dans le prix de la vente des moutons, YACOUBA DJIBO réclame les frais de location de son véhicule tout en avouant qu'OUSSEINI AMADOU SOUNNA a droit aussi à des frais de mission, qu'il y a lieu de ne pas tenir compte de cette demande et de renvoyer les deux parties dos à dos relativement aux droits de chacun ;

Que YACOUBA DJIBO n'apporte pas la preuve que les appareils ont été payés avec les seuls revenus de la vente des moutons car c'est lui-même qui soutenait OUSSEINI AMADOU SOUNNA a mis son mandataire dans une situation où il ne pourrait le surveiller ;

Attendu qu'il n'est pas non plus sûr du montant exact que lui doit OUSSEINI en demandant soit 17 646 940 FCFA soit 8.000.000 soit 5.000.000 ;

Attendu cependant d'une part, cette situation a été savamment créée par OUSSEINI AMADOU SOUNNA pour le mettre dans des difficultés à réclamer sa créance par son refus à lui faire la situation ;

Que d'autre part, il est constant qu'il a remis vingt moutons à OUSSEINI AMADOU SOUNNA, lequel ne conteste pas d'ailleurs tout en déclarant avoir vendu les moutons de celui-ci à 100.000 FCFA l'unité ;

Qu'il y a lieu de le condamner alors à payer à YACOUBA DJIBO la somme de deux millions (2.000.000) francs CFA correspondant au prix des vingt moutons ;

Sur les dommages et intérêts

Attendu que YACOUBA DJIBO demande au tribunal de condamner OUSSEINI AMADOU SOUNNA à lui payer la somme de 10.000.000 FCFA à titre de dommages et intérêts ;

Qu'aux termes de l'article 1147 du code civile « **le débiteur est condamné s'il y a lieu au paiement de dommages et intérêts soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y'ait aucune mauvaise foi de sa part** » ;

Attendu qu'en l'espèce OUSSEINI AMADOU SOUNNA ne nie pas la remise des fonds pour l'achat et le transport des moutons à Dakar mais s'obstine à ne faire aucune situation relativement à la vente aux motifs qu'il aurait perte

cherchant de toute évidence à faire supporter la prétendue perte à YACOUBA DJIBO ;

Attendu que son comportement viole les dispositions des articles 1134 du code civil soumettant les parties à l'exécution en bon de père de famille de leurs obligations contractuelles et 15 du code de procédure civile qui sanctionne par l'allocation de dommages et intérêts toute résistance abusive à une action fondée;

Attendu que la demande de dédommagement de YACOUBA DJIBO est ainsi fondée en droit ;

Attendu cependant que le montant de 10.000.000 FCFA réclamé est exorbitant ;

Qu'il y a lieu de le ramener à une juste proportion ;

Qu'ainsi il y a lieu de lui allouer la somme de 500.000 FCFA à titre de réparation pour toutes causes de préjudices confondus

Qu'en conséquence, il y a lieu de condamner OUSSEINI AMADOU SOUNNA à lui payer la somme de Cinq-cents mille (500 000) francs CFA à titre de dommages et intérêts pour toute cause de préjudices confondus ;

Sur l'exécution provisoire

Attendu que YACOUBA DJIBO sollicite l'exécution provisoire de la décision à intervenir sur minute et avant enregistrement de la décision à intervenir ;

Attendu que les articles 398 du code de procédure civile et 52 de la loi 2015-08 du 10 avril 2015 permettent au tribunal d'ordonner l'exécution provisoire d'office ou à la demande des partie ;

Qu'en l'espèce OUSSEINI AMADOU oppose une résistance injustifiée et joue à un dilatoire préjudiciable malgré l'offre de règlement amiable qui lui a été toujours proposée

Que sa résistance est non seulement injustifiée mais aussi abusive et vexatoire ;

Qu'il y a lieu d'ordonner l'exécution provisoire du présent jugement sur minute et avant enregistrement;

Sur les dépens

Attendu qu'OUSSEINI AMADOU SOUNNA a succombé à la procédure ;

Qu'il y a lieu de le condamner aux dépens ;

PAR CES MOTIFS

Le tribunal statuant publiquement contradictoirement à l'égard de YACOUBA DJIBO et OUSSEINI AMADOU SOUNNA en matière commerciale, en premier ressort et en dernier ressort ;

En la forme

- RECOIT YACOUBA DJIBO en son action comme étant régulière ;

Au fond

- DIT qu'il n'y a pas lieu à désignation d'expert ;
- CONDAMNE OUSSEINI AMADOU SOUNNA à lui payer la somme de Deux Millions (2.000.000) francs CFA représentant le prix de vingt moutons ;
- CONDAMNE OUSSEINI AMADOU SOUNNA à lui payer la somme de Cinq-cents milles (500 000) francs CFA à titre de dommages et intérêts ;
- ORDONNANCE l'exécution provisoire sur minute et avant enregistrement de la présente décision ;
- CONDAMNE OUSSEINI AMADOU SOUNNA aux dépens ;
- DIT que les parties disposent d'un délai d'un(01) mois à compter du prononcé de la présente décision pour se pourvoir en cassation par dépôt de requête auprès du greffier de la Cour de Cassation ;

Ainsi fait, jugé et prononcé les jour, mois et an que dessus ;

Suivent les signatures du Président et de la Greffière

LE PRESIDENT

LA GREFFIERE